

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 282

Artikel: Encore des journaux qui disparaissent
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026596>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Encore des journaux qui disparaissent

Le quotidien radical des Grisons « *Der freie Rätier* » disparaîtra prochainement après sa fusion avec le quotidien, jusqu'ici démocrate, « *Neue Bündner Zeitung* ». Un nouveau titre « *Bündner Zeitung* » marquera la nouvelle orientation de cette publication; et le canton des Grisons n'aura ainsi plus que trois quotidiens: « *Bündner Zeitung* », le principal (catholique), avec un tirage de plus de 23 000 exemplaires, « *Bündner Tagblatt* » avec un tirage d'environ 10 000 exemplaires, tous deux paraissant à Coire, et « *Davoser Zeitung* » (moins de 3000 exemplaires) à Davos. Le quotidien catholique de Näfels (GL) « *Glarner Volksblatt* » qui collaborait étroitement avec le grand quotidien catholique lucernois « *Vaterland* » perd son titre et ne sera plus qu'une édition régionale du journal lucernois qui gagne ainsi un peu plus de 1000 exemplaires pour sa justification de tirage. Le seul quotidien paraissant encore dans le canton de Glaris sera « *Glarner Nachrichten* » à Glaris (tirage légèrement supérieur à 10 000 exemplaires).

Publicité patriotique

— A l'occasion du 1er août, le parti libéral bâlois, le seul parti alémanique affilié à l'Union libérale-démocratique suisse, a publié sous forme d'annonce dans la presse bâloise un manifeste d'une page titré « *Nous disons oui à notre Suisse* ». Les sous-titres: « *Nous disons oui à notre démocratie, à notre armée, à la liberté dans l'ordre, à une politique tolérante à l'égard des étrangers, à un développement sain de l'économie, à une sécurité sociale raisonnable, à la collaboration entre partenaires sociaux, à l'épanouissement de l'individu dans une communauté libre* ». Un credo qui

n'aura pas manqué d'impressionner les amateurs de publicité électorale. Plus concrètement, le même jour, Heinz Däpp plaidait, dans la « *National Zeitung* », pour une amnistie de certains délits à l'occasion du centenaire de la Constitution fédérale.

La sexualité du troisième âge

— A noter dans le dernier supplément hebdomadaire (10.8.74) de la « *National Zeitung* », deux enquêtes d'intérêt certain, la première sur les techniques de la dynamique de groupe, la seconde sur la sexualité du troisième âge, sous la forme d'un entretien avec le professeur George Abraham, des Universités de Genève et de Turin.

La réponse de ce spécialiste à la question « *Quels sont les fondements du scepticisme de notre société à l'égard de l'amour au troisième âge ?* »: « *A cela, plusieurs raisons; par exemple la conviction largement répandue que les personnes âgées n'étant plus « rentables » ou actives, elles n'ont plus droit aux joies de l'amour; plus généralement encore intervient une croyance propre à notre société qui veut que l'on ne gaspille pas dans des rapports sexuels des forces vitales déjà amoindries par l'âge. En outre, l'image traditionnellement reçue du troisième âge l'associe, pour des raisons souvent obscures, à une certaine expérience de la vie confinant à la sagesse, et cette dernière, considérée comme une richesse, s'accommode mal d'être associée aux questions sexuelles.* »

Plus de complexes !

Et cette conclusion: « *Tout d'abord, la société doit abandonner ses préjugés vis-à-vis de l'âge et des vieux. Ceux-ci, d'autre part, ne doivent pas avoir le sentiment d'être des poids morts inutiles, ou se sentir coupables d'être âgés. Entre porter aux nues systématiquement la jeunesse et jeter aux oubliettes le troisième âge, il y a une voie moyenne à trouver.* »

Le baromètre

L'initiative du Parti socialiste suisse pour l'impôt sur la richesse a abouti avec 80 190 signatures valables. Le même parti avait recueilli les suffrages de 432 634 électeurs lors des dernières élections au Conseil national, en 1971. Les signatures valables représentent par conséquent le 18,54 % des électeurs de la gauche ou, en d'autres termes, un peu plus d'un électeur sur cinq a signé l'initiative. La proportion est très différente d'un canton à l'autre, puisqu'elle est de 48 % à Lucerne (près d'un électeur sur deux), 34 % à Schaffhouse, 32 % au Tessin, 29 % à Bâle-Campagne et 26 % en Thurgovie. Dans les autres cantons, elle est inférieure à 25 %, un canton, Appenzell Rhodes intérieures, ne livrant aucune signature.

Pour les cantons romands, seul Neuchâtel (23 %) a une moyenne de signatures supérieure à la moyenne suisse. Dans les autres cantons, la moyenne est de 13,80 % au Valais, de 13,64 % dans le canton de Vaud, de 12,30 % à Genève et de 12 % à Fribourg.

Un baromètre du militantisme ?

La terre des ancêtres

Le 75 % du sol du canton d'Uri, y compris d'ailleurs beaucoup de terrain improductif (glaciers, rochers), est la propriété de la Corporation d'Uri, la communauté des bourgeois uranais des 17 communes entre les Schöllenen et le lac. Cette corporation est organisée comme le canton avec des autorités législatives et exécutives. Le peuple détient la souveraineté et se réunit tous les deux ans en Landsgemeinde. La corporation prend à sa charge des tâches d'utilité publique et joue un rôle important pour l'agriculture uranaise.

Ce sont là des indications données par le président Leo Arnold dans le film de Fred Murer: « *Nous autres paysans de la montagne, ce n'est pas notre faute si nous sommes là* ».

Faut-il entendre par là que la propriété collective du sol n'est pas une idée étrangère à la Suisse ?